

Patriotisme . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 18 octobre 1934

On en parle tant, ces jours-ci, dans les journaux officiels du gouvernement et dans ceux qui lui sont acquis, que cela en devient une insistance qui n'a plus de raison d'être. Car le patriotisme égyptien, Dieu merci, est bien trop fort, bien trop manifeste, bien trop évident pour que les Égyptiens aient besoin qu'on le leur rappelle, qu'on le leur désigne, ou qu'on les presse d'en acquérir davantage. Nous ne nous serions nullement souciés de tout ce bavardage abondant auquel se livrent certains journaux du gouvernement au sujet du patriotisme égyptien, et de la force, de la dignité, de la fierté et du respect de soi qu'il exigerait, sans une chose qui prête vraiment à rire, et qui prête vraiment à tristesse : que le patriotisme se transforme en un simple commerce, auquel certaines gens n'ont recours que lorsque la difficulté s'aggrave et que les crises s'accumulent — pour, une fois les tempêtes apaisées autour d'eux et le vent redevenu favorable, oublier entièrement tout discours sur le patriotisme, et prétendre au contraire que ceux qui en parlent, et qui y appellent, ne parlent en réalité que de révolte, et n'appellent qu'à l'insurrection.

Ces mêmes partisans du gouvernement actuel rappellent maintenant au peuple égyptien sa propre dignité et son propre patriotisme, et reprochent aux journaux de l'opposition d'exiger la démission du gouvernement au lieu de se rallier à lui dans son différend avec les Anglais. Nous aimerions donc beaucoup savoir où se trouvaient exactement ces journaux gouvernementaux, où se trouvaient leurs maîtres les ministres, et où se trouvait le bienveillant ministre des Affaires étrangères lui-même, lorsque le délégué du Haut-Commissaire s'est envolé pour Le Caire, et lorsqu'il a fait irruption dans les casernes et les postes de police pour les inspecter et enquêter sur des affaires que ni le patriotisme ni l'indépendance ne pourraient jamais permettre à un gouvernement de laisser un étranger, quel qu'il soit, sonder, connaître, ou examiner.

En ces jours si récents où le Haut-Commissaire lui-même inspectait la police à Alexandrie, et où son délégué inspectait la police à la fois à Alexandrie et au Caire, le patriotisme de ces mêmes gens dormait profondément, ronflant sans retenue. Il ne ressentait rien, ne prononçait pas un mot, n'esquissait pas le moindre geste. Et l'amour de

l'indépendance de ces mêmes gens, ainsi que leur souci prétendu de la dignité nationale, se promenaient bien loin, jouant avec la brise et les vagues de la mer, ou gravissant les sommets, ou descendant dans les vallées. C'était l'opposition seule qui ressentait quelque chose, qui percevait quelque chose, qui souffrait et s'indignait, elle seule qui éveillait le patriotisme des ministres et des partisans du gouvernement, réveillant chez les ministres et leurs partisans quelque amour de la dignité et de l'indépendance. Nous aimerions donc beaucoup savoir où se trouvait réellement le patriotisme des ministres et de leurs partisans, où se trouvait réellement leur amour de l'indépendance, où se trouvait réellement leur souci de la dignité, où se trouvait réellement leur défense des droits de l'Égypte, au moment où les soldats britanniques se jouaient des biens, des corps et du sang des gens dans la ville du Caire — tantôt de nuit, tantôt de jour ; tantôt dans le désert, tantôt en pleine ville. En ce moment même, les ministres et les partisans du gouvernement gardèrent un silence qui n'était ni d'or, ni d'argent, ni même de cuivre — mais d'un métal bien plus vil encore, sans valeur ni poids aucun. C'est l'opposition, en ce moment même, qui prit la parole, puis insista encore davantage ; l'opposition qui se souleva de protestation, puis pressa plus fort encore les ministres, leur demandant ce qu'ils avaient fait, et ce qu'ils comptaient faire. Où était la note envoyée par le ministère des Affaires étrangères à la résidence du Haut-Commissaire ? Où était la réponse revenue de la résidence du Haut-Commissaire au ministère des Affaires étrangères ? Et après tous ces échanges, après de longs propos de l'opposition et un long silence des ministres et de leurs partisans, un communiqué officiel finit par paraître, reconnaissant les incidents mêmes que l'opposition avait dénoncés, les consignait au dossier, et annonçant que les autorités militaires britanniques enquêtaient sur les soldats coupables.

Alors, quelles nouvelles de cette enquête ? Où, au juste, a-t-elle abouti ? Ceux qu'a frappés cette agression ont-ils jamais obtenu satisfaction, et comment, au juste, l'ont-ils obtenue ? Le patriotisme égyptien lui-même a-t-il jamais obtenu satisfaction — ce patriotisme égyptien humilié sur son propre sol, méprisé dans sa propre patrie ? Et comment, au juste, a-t-il été satisfait ? Où sont les excuses du gouvernement britannique au gouvernement égyptien ? Et où en étaient les démarches de M. Patterson à ce sujet auprès du bienveillant Abdel Fattah Yehia Pacha ?

Vous pouvez certainement poser toutes ces questions à ces messieurs du gouvernement, devenus en ces jours d'aussi ardents défenseurs du patriotisme, d'aussi vaillants champions de l'indépendance, d'aussi zélés gardiens de la dignité nationale.

Vous pouvez certainement les leur poser, et attendre leur réponse — et ne désespérez point si l'attente se prolonge, car ces gens sont bien trop occupés, par une tout autre affaire des plus graves, pour se soucier de ces événements considérables : à savoir que leur propre gouvernement pourrait bientôt démissionner, ou être contraint de le faire.

Ceux qui délèguent à la résidence du Haut-Commissaire le soin de résoudre la question de la dette publique, même après que l'indépendance a été proclamée, même après qu'un ministère des Affaires étrangères a été créé en Égypte, même après que des ambassadeurs et des consuls ont été dépêchés aux quatre coins du monde — de tels hommes n'ont que faire d'invoquer le patriotisme, ni l'indépendance. Ceux qui délèguent aux Anglais le soin de résoudre la question des tribunaux mixtes, qui n'osent l'affronter par eux-mêmes, ni en parler aux puissances étrangères sans avoir d'abord obtenu la permission anglaise — de tels hommes n'ont que faire d'invoquer le patriotisme, ni l'indépendance. Ceux qui délèguent aux Anglais le traitement des Capitulations et de leurs problèmes, qui n'y consacrent aucun effort propre, et ne le recherchent qu'une fois assurés du soutien anglais, ou précédés par la permission anglaise — de tels hommes n'ont que faire d'invoquer le patriotisme, ni l'indépendance. Ceux qui préfèrent les fonctionnaires anglais aux fonctionnaires égyptiens ; ceux qui exilent un professeur d'ingénierie à Assiout et mettent un Anglais à sa place ; ceux qui se révèlent parfaitement capables de révoquer un professeur égyptien de droit, mais totalement incapables d'écarter un simple professeur de langues de cette même faculté, pour la seule et unique raison qu'il est étranger — de tels hommes n'ont que faire d'invoquer le patriotisme, ni l'indépendance. Ceux qui accablent leurs propres concitoyens, qui s'autorisent à les humilier et à les soumettre à toutes sortes de tourments, leur extorquant l'impôt par la violence et l'injustice, le percevant sur eux le jour même où il devient exigible, voire avant même que ce jour ne soit venu — de tels hommes n'ont que faire d'invoquer le patriotisme, ni l'indépendance.

Seuls ont le droit d'invoquer sincèrement le patriotisme et l'indépendance, et d'en remplir leur bouche avec sérieux plutôt qu'avec

une vaine plaisanterie, ceux-là précisément qui n'acceptent aucune injure de la part des étrangers, qui ne tolèrent aucune ingérence anglaise dans les affaires de la police ou de l'irrigation, qui ne préfèrent jamais l'étranger à l'Égyptien, qui ne craignent pas l'étranger plus qu'ils ne craindraient un autre Égyptien, qui ne s'autorisent jamais à tourmenter leurs propres concitoyens dans le seul but de présenter aux Anglais une image de sujets faibles et humiliés, et qui ne délèguent jamais aux Anglais la résolution des problèmes de l'Égypte — parce que la dignité elle-même le leur impose, parce que le droit lui-même le leur impose, parce que l'indépendance elle-même le leur impose : résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes.

Voilà, et voilà seulement, les hommes en droit d'invoquer le patriotisme, d'y appeler autrui, d'invoquer l'indépendance et de la défendre, de parler et d'être crus par le peuple, d'appeler et de voir le peuple répondre à leur appel, d'agir de façon à ce que les Anglais eux-mêmes doivent en tenir sérieusement compte. Et les partisans du gouvernement sont libres d'aller chercher ces véritables et sincères défenseurs du patriotisme, ces véritables et sincères champions de l'indépendance — mais ils ne les trouveront pas dans les bureaux mêmes du gouvernement, car de tels hommes, à l'heure actuelle, ne fréquentent aucun ministère ni aucune administration.